



IPNS - www.npa2009.org - Limoges, 11 septembre 2017

Tous ensemble contre ce nouveau gouvernement au service des capitalistes !

Le pire était à craindre, les attaques contre le droit du travail sont dans les cinq ordonnances présentées le 31 août par le gouvernement Macron. Il n'y aura que la puissance de notre mobilisation pour mettre en échec toutes ces lois scélérates.

Les exigences du Medef par ordonnances

Pour le Medef, il faut en finir avec le Code du travail, qu'il ne soit plus une garantie commune à tous les travailleurs. L'inversion de la hiérarchie des normes permet que soient mis en place au niveau des branches des contrats courts, des contrats de chantiers... plus précaires encore que les CDD et l'intérim. Les entreprises peuvent imposer des rémunérations et primes inférieures à ce qui est prévu par la convention collective de la branche.

La rupture conventionnelle collective ou l'appréciation de la santé économique d'un groupe multinational sur le seul territoire français permettent de licencier beaucoup plus facilement.

Les outils de défenses des salariéEs sont également attaqués. Le tribunal des prud'hommes est désarmé par les barèmes qui réduisent drastiquement les indemnités en cas de licenciement illégal et par la réduction des délais de recours. La fusion du CHSCT, des délégués du personnel et du CE ou le référendum d'initiative patronale livrent les salariés au bon vouloir patronal.

Tous ensemble pour la suite

Macron veut aller vite et boucler l'affaire avant la fin septembre. Malgré le passage en force de la loi par les ordonnances, il est possible de la faire retirer, comme le mouvement de la jeunesse avait fait retirer le Contrat Première Embauche.

Pourtant, en cette rentrée, si la colère est réelle contre les mesures annoncées, la mobilisation se fait en ordre dispersée et même, certains syndicats cirent déjà les pompes à Macron. Alors qu'il faudrait construire un front commun de lutte pour faire converger tous les secteurs des travailleurs du privé comme du public, des précaires et chômeurs, des retraités, de la jeunesse... pour préparer les suites du 12 septembre.

Tous ensemble pour gagner

Seul un rapport de force global peut empêcher Macron d'appliquer son programme qui n'est que celui de la finance.

Il faudra d'autres échéances de mobilisation pour élargir la riposte. Dans les lieux de travail, dans les quartiers, dans les lieux d'études, discutons-en pour la préparer.

Ce gouvernement est issu d'un hold-up démocratique : élu avec seulement 16 % des voix des électeurs inscrits, il veut imposer une politique au service d'une minorité de la société que sont les banquiers et grands patrons, contre nous tous, la majorité, qui faisons tourner toute la société.

Ordonnances, état d'urgence, réduction des APL, sélection dans les universités, baisse de l'impôt sur la fortune, moyens totalement insuffisants dans l'éducation, augmentation de la CSG, suppression des emplois aidés...

Au nom du « sauvetage de l'économie », cela fait plus de 30 ans qu'on nous serre la ceinture, cela fait plus de 30 ans que les possédants sont de plus en plus riches, alors que la misère explose !

Ça ne peut plus durer ! Il ne tient qu'à nous de faire de cette journée le point de départ d'une riposte générale du monde du travail.

Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) : Olivier Besancenot, Christine Poupin et Philippe Poutou - www.npa2009.org - npa87@npalimousin.org